

Au Honduras, les magnats de la palme prospèrent, les paysans comptent leurs morts*.

« Le Mouvement paysan de l'Aguán : une histoire qui mérite d'être contée ». C'est ainsi que le représentant de l'UITA¹ pour l'Amérique Centrale, Giorgio Trucchi intitule un des nombreux articles qu'il a consacré à la lutte infatigable des paysans de la région de l'Aguán, dans le nord du Honduras, pour la réforme agraire et la défense de terres qui leur sont disputées par des grands propriétaires liés à la culture de la palme africaine. Sans doute à cause de son opiniâtreté, cette lutte fait l'objet d'une répression cruelle, face à laquelle l'opinion publique internationale détourne pudiquement le regard.

Au cours des derniers mois, le MCA a recensé une vingtaine de morts, Combien en faudra-t-il encore ?

Le 15 novembre 2010, la région du bas Aguán a été le théâtre d'un massacre de plus perpétré contre cinq paysans, membres du *Movimiento Campesino del Aguán* (MCA). Les faits se sont produits à l'aube du 15 novembre lorsqu'approximativement deux cents gardes armés à la solde de M. Miguel Facussé Barjum, le magnat hondurien de la palme africaine, ont tiré avec des armes de gros calibre sur un groupe de paysans qui venaient présenter les papiers les accreditant comme légitimes propriétaires de la *finca* (propriété) *El Tumbador* (municipalité de Trujillo).

Ces assassinats constituent un nouvel épisode dans le conflit agraire qui oppose de longue date le MCA aux grands entrepreneurs et propriétaires terriens de la région, parmi lesquels le magnat de la palme africaine, Miguel Facussé Barjum (président de la *corporación* Dinant), oncle de l'ex-président libéral Carlos Flores Facussé (1998-2002), l'entrepreneur René Morales Carazo, frère du vice président de la république du Nicaragua, l'entrepreneur Reynaldo Canales et le député du parti libéral Oscar Najera.

Alors que la culture de la palme africaine destinée à l'élaboration d'agro-carburants connaît un essor très récent dans de nombreux pays, au Honduras elle est cultivée depuis les années 1970² et a même été activement promue par l'État au sein des coopératives constituées dans le cadre de la réforme agraire, en particulier celles de la région de l'Aguán. Le contrôle de la culture de la palme constitue donc un enjeu économique important, qui explique d'une part la force et la capacité des coopératives paysannes qui la pratiquent depuis longtemps et d'autre part la convoitise des grands propriétaires et entrepreneurs de l'industrie de transformation de la palme ; intérêt qui s'est évidemment accru à partir de l'essor de son utilisation pour la production d'agro-carburants.

¹ Unión Internacional de Trabajadores de la Alimentación, Agrícolas, Hoteles, Restaurantes, Tabaco y Afines. Une grande partie des faits mentionnés ici proviennent d'informations publiées sur le site de l'UITA et sont disponibles en espagnol sur le site : http://www.rel-uita.org/agricultura/palma_africana/masacre_y_barbarie_en_bajo_aguan.htm

² Comme dans d'autres pays d'Amérique latine à la même époque (années 1960-1970), des réformes agraires ont été promues – souvent par des gouvernements militaires comme au Pérou et au Honduras – pour réduire la pression sur les grands latifundia et contrôler le mouvement paysan. Ces politiques étaient par ailleurs en lien avec l'alliance pour le progrès promu par le gouvernement des États-Unis en direction des pays d'Amérique latine. (À ce sujet, on peut consulter une étude comparée sur les restructurations agraires dans les pays d'Amérique centrale : Baumeister, Eduardo, « Iniciativas campesinas y la sostenibilidad de los resultados de la reforma agraria », *Popular Coalition/UNRISD*, Monograph 1, 1999. Ou Roux, Hélène, « Réformes agraires : enjeu actuel des luttes sociales paysannes ? », dans *Le Volcan latino américain*, F. Gaudichaud (coord.), Éd. La Discorde, 2008.)

Les débuts du MCA

C'est à la suite de l'ouragan Mitch en 1998 que nombre de familles paysannes sinistrées, se sont installées dans l'Aguán. Face à la lenteur administrative pour la titularisation des terres, environ six cent d'entre elles, occupent en 2000, les terres du CREM (*Centro Regional de Entrenamiento Militar*), plusieurs milliers d'hectares utilisés pendant les années 1980 comme centre d'entraînement militaire notamment par les instructeurs de l'armée des États-Unis pour former les combattants de la *Contra* nicaraguayenne. Si cette initiative, qui constitue l'acte fondateur du MCA, a tout d'abord un objectif pratique, elle revêt également, et surtout, un caractère, hautement symbolique : le refus d'un secteur de la paysannerie d'entériner le processus de contre-réforme agraire qui a débuté au Honduras au début des années 1990.

C'est en effet à cette époque que, sous la présidence de Leonardo Callejas (*Partido Nacional*³), se met en place la *Loi de modernisation et développement du secteur agricole*⁴ qui réforme la loi de réforme agraire de 1962. Suivant la même tendance que dans le reste des pays d'Amérique latine, la nouvelle loi privilégie la « sécurisation de la propriété » à travers la titularisation individuelle des terres et l'incursion croissante du secteur privé dans le financement de la production agricole. Ce procédé développé et promu par la Banque mondiale est également connu sous l'appellation trompeuse de « réforme agraire assistée par le marché ».

La majorité des organisations paysannes du Honduras s'accordent sur le fait que cette loi a conduit à la faillite organisée du secteur coopératif, puis à la perte et au rachat massif des terres du secteur réformé par les propriétaires terriens – nombre d'entre eux de surcroît détenteurs de capitaux dans le secteur industriel de la transformation de l'huile de palme – et marque le début d'une accélération d'un ré-accaparement des terres anciennement attribuées dans le cadre de la réforme agraire des années 1960⁵.

Histoire des terres du CREM

Derrière la récupération des terres du CREM pointent également des considérations qui ont trait à l'affirmation et à la réappropriation de la souveraineté nationale.

En effet, ces 5724.92 ha de terres nationales titularisées en 1972 par l'*Instituto Nacional Agrario*, (INA) en faveur du producteur privé Fausto Fortin et vendues en 1975, à Temístocles Ramírez de Arellano, citoyen étatsunien d'origine portoricaine, vont faire à partir de 1983, l'objet d'intenses tractations, impliquant le gouvernement du Honduras et le département d'État étatsunien. À la demande de ce dernier, les autorités honduriennes réquisitionnent les terres afin que des soldats salvadoriens, honduriens et des *contras* nicaraguayens y soient entraînés aux techniques de guerre contre-insurrectionnelle. S'estimant lésé, l'ancien propriétaire Temístocles Ramírez se tourne vers la chambre des représentants des États-Unis et en 1987, obtient le gel de 17 millions d'un prêt (d'un montant total de 53 millions de dollars) destiné au Honduras, jusqu'à indemnisation totale de ses terres. Sous la pression des États-Unis, le gouvernement du Honduras, s'acquittera de la dette en 1990, alourdissant du même coup le montant de la dette extérieure. En vertu du droit privé régissant

³ Le Parti National et le Parti Libéral se sont relayés au pouvoir pratiquement depuis l'indépendance du pays (1821). Il n'existe aujourd'hui pas de différence politique notoire entre les deux formations politiques. Tout au plus les secteurs de l'oligarchie affiliés à l'un ou l'autre parti, se voient ils plus ou moins favorisés lorsqu'un président de « leur parti » est au pouvoir.

⁴ Ley No. 31-92: "Ley para la Modernización y Desarrollo del Sector Agrícola (LMDSA)". 5 de mars 1992. http://www.ina.hn/temporal/quienes_historia.php#decreto_31

⁵ Pour une analyse détaillée de ce processus on peut consulter l'ouvrage du prêtre jésuite Miguel Alonzo Macias (sj), *la capital de la contrarreforma agraria: el Bajo Aguán de Honduras*, Editorial Guaymurás, Tegucigalpa, 2001.

l'achat-vente, les terres sont inscrites comme propriété privée du ministère de la Justice. Ce n'est que le 14 juin 1991 qu'elles sont transférées à l'INA et recouvrent alors le statut de terres nationales, afin d'être affectées au programme de réforme agraire. Pourtant, dans l'intervalle et jusqu'en 1993, la municipalité de Trujillo s'est empressée de vendre illégalement une partie de ces terres à de grands propriétaires terriens, éleveurs et politiciens.

Chronologie de la lutte pour la terre dans l'Aguán

C'est donc dans ce contexte, qu'en mai 2000, 600 à 700 familles appartenant à 45 entreprises paysannes associatives, bravant une pluie battante et les coups de feu qui s'abattent sur elles, plantent leurs baraquements sur les anciennes terres du CREM. L'occupation avait été minutieusement préparée et les familles sélectionnées selon des critères très précis : le fait de n'avoir pas été bénéficiaires de terre auparavant et surtout de ne pas avoir été impliquées dans des ventes de terres des anciennes coopératives de réforme agraire⁶.

À partir de là, les éleveurs et grands propriétaires terriens, qui voyaient dans l'ouverture du marché foncier favorisé par la loi de modernisation agricole une bonne occasion d'étendre leurs territoires, se livreront à des attaques constantes. Aux blocages routiers organisés par le MCA pour obtenir la médiation des autorités, celles-ci répliquent par l'envoi de commandos d'élite de la police et par la militarisation de la région.

La tension est si forte que le 12 octobre 2000, le président de la république (Ricardo Maduro, parti National) en personne se rend dans l'Aguán et 1124 ha sont titularisées au nom des coopératives du MCA par l'INA en même temps que se met en marche un processus d'annulation des titres de propriétés attribuées aux éleveurs et grands propriétaires, sommés de restituer immédiatement les terres indûment acquises.

Le 28 mars 2001, les familles du MCA prennent possession de 364 ha et y installent la « communauté Guadalupe Carney⁷ ». Au cours de l'année, les blocages de routes se poursuivent pour obliger le gouvernement à tenir ses engagements, notamment la création d'un fonds pour le paiement des améliorations réalisées par les occupants illégaux⁸. De nouveau l'envoi de troupes de l'armée est la seule réponse du gouvernement et il faudra attendre janvier 2002 pour que les fonds attribués par décret parlementaire en juin 2001 soient enfin déboursés.

Les attaques se sont également livrées sur le terrain judiciaire. En 2005, des mandats d'arrêts pesaient sur onze membres du MCA, accusés d'association criminelle. En 2007, l'organisation FIAN internationale soutenait la pétition du MCA de régulariser enfin la totalité des terres promises lors des accords de 2001. En avril 2008, est émis un décret d'expulsion définitive des propriétaires occupant illégalement les terres attribuées au MCA. En juin, trois de ses dirigeants sont assassinés en totale impunité. Parallèlement, deux dirigeants du MCA sont emprisonnés en octobre 2008⁹, accusés entre autres délits de « terrorisme », d'assassinat et d'usurpation (de terres).

⁶ Miguel Alonzo Macias (sj), *Op.Cit.*.

⁷ En hommage au prêtre jésuite Guadalupe Carney, engagé aux cotés du mouvement paysan au Honduras, disparu en 1983.

⁸ Évidemment, la non résolution de la question de l'indemnisation des occupants pour les améliorations réalisées sur les terres avant que celles-ci soient attribuées au MCA a contribué à entretenir les tensions entre les deux groupes.

⁹ Les faits se rapportent à une attaque le 3 août 2008 contre des membres du MCA qui occupaient les terres du propriétaire Henry Osorto. Dans l'affrontement dix personnes ont péri : un membre du MCA ainsi qu'un membre de la famille et plusieurs employés du propriétaire. Lors du procès qui s'est ouvert en juin 2010, des peines de 350 ans de prison ont été requises contre les deux accusés : Carlos Maradiaga et Isabel Morales. Les juges conclurent à l'innocence du premier et requerront de 15 à 20 ans de prison pour le second.

Le coup d'État du 28 juin 2009, a remis en question les accords signés quelques jours avant entre le président Zelaya et les organisations paysannes de l'Aguán, établissant qu'aucune expulsion ne pourra se réaliser avant que la légalité sur les titres de propriété et les ventes de terres n'ait été examinée par les autorités compétentes. C'était là l'occasion de faire la lumière sur les transactions opaques, favorisées par la loi de modernisation agricole et éventuellement récupérer les terres initialement destinées au secteur réformé.

Alors que le MCA comme de nombreuses organisations paysannes s'est joint au Front National de résistance contre le coup d'État¹⁰, les grands propriétaires, ont quant à eux profité du revirement pour reprendre le contrôle, ignorer les accords passés antérieurement et surtout obtenir l'invalidation des décisions prises par l'INA en faveur des coopératives du MCA.

La répression qui s'accroît dès lors ne parvient pourtant pas à freiner le mouvement qui se présente désormais comme MUCA (Mouvement uni des paysans de l'Aguán) et recense plus de 3500 familles organisées en centaines de coopératives. Les occupations de terres qui reprennent dès le début décembre, constituent un défi au nouveau président élu à l'ombre du coup d'État. Il ne s'agit plus seulement de la défense des anciennes terres du CREM mais en général de la récupération des terres accaparées par les grands propriétaires. L'objectif est donc de faire pression pour l'application des dispositions légales établissant l'usage social de la terre.

Depuis lors, aux occupations répondent les expulsions. La région est militarisée et la traque des membres du MUCA déclarée. Le 8 janvier, une première expulsion violente des terres nouvellement occupées a lieu (27 personnes, dont dix femmes sont détenues). Le 13 janvier, trois dirigeants du MUCA sont par ailleurs arrêtés, ce qui porte à 18, le nombre de membres du MCA emprisonnés depuis la création du mouvement.

La collusion entre l'armée et les entrepreneurs privés de la palme africaine, auxquels certains officiers « prêtent leurs services », est dénoncée par les paysans qui signalent en outre la présence menaçante d'hommes armés aux alentours des coopératives.

Le 14 janvier 2010, la police et de l'armée réalisent une seconde incursion dans les terres occupées, mais n'y trouvent personne. En effet, prévenue de l'imminence de cette intervention, la coordination paysanne a organisé l'évacuation des lieux. Contraints de se retirer pour cette fois, les paysans reviennent à la charge, le jour même de la cérémonie d'investiture du nouveau président de la république (le 27 janvier). L'action est violemment réprimée par l'armée et la police (plusieurs blessés par balles parmi les manifestants).

Mi-février 2010, des groupes paramilitaires à la solde des grands propriétaires appuyés par l'armée et la police, attaquent les campements du MCA et causent plusieurs blessés.

Les faits se produisent alors même qu'une délégation du MUCA est en train de négocier la ratification des accords signés avant le coup d'État de 2009, avec l'actuel ministre de la réforme agraire, Cesar Ham. Ce dernier est un ancien député du parti de gauche *Unión Democrática* (UD). Cette organisation a été la seule (parmi les partis représentés au parlement) à s'opposer au coup d'État¹¹. Pré candidat présidentiel pour l'UD (avant même le coup d'État), Cesar Ham s'est, par la suite, également démarqué du Front national de résistance en décidant de maintenir sa candidature dans le cadre d'un processus électoral considéré comme illégitime et pour autant boycotté par l'ensemble des organisations opposées au coup d'État. En acceptant d'entrer au gouvernement, il en reconnaît la légitimité même si

¹⁰ Aujourd'hui Frente Nacional de Resistencia Popular (FNRP).

¹¹ Il faut également ajouter quelques députés du parti libéral qui ont manifesté leur loyauté au président Zelaya (élu sous la bannière du parti libéral).

en tant que directeur de l'INA, il tente d'apparaître comme une courroie de transmission des revendications populaires auprès du gouvernement.

Début mars, un nouveau processus de négociation s'ouvre dans un climat de menaces contre le MCA. Le 1^{er} mars, le quotidien *La Prensa*¹² publie un long reportage dévoilant la présence de groupes armés dans l'Aguán. Il se réfère, bien entendu, non pas aux groupes paramilitaires mais au MCA. Par ailleurs, le 14 mars, le journaliste Nahun Palacios connu pour ses articles rendant compte de la répression contre les paysans de l'Aguán est assassiné.

Le 13 avril 2010 les deux parties s'accordent sur le fait¹³ que 3000 ha de terres plantées en palme africaine seront titularisés immédiatement en faveur de 28 coopératives du MUCA et après évacuation volontaire des terres occupées (par les paysans), la même quantité de terres non cultivées leur seront attribuées dans un délai de trois mois dans un autre lieu. Enfin dans un délai d'un an, les paysans devront recevoir 1000 ha cultivés en palme et 4000 ha non cultivés. Comme en 2001, le président de la république se rend lui-même sur place et se porte garant des accords.

Pendant toute la durée des négociations, la région est totalement militarisée et la répression se poursuit : quarante personnes ont été détenues pendant le processus y compris le responsable régional de l'INA Coronado Ávila Mendoza. Le dirigeant du MCA, Rudy Hernandez décrit la situation comme suit :

« Le 7 avril, la région du Bas Aguán a été inondée de militaires, 28 coopératives étaient en cours de récupération (de leurs terres) et c'est pour cette raison que le 13 avril, après une réunion de plus de 15 heures avec le gouvernement, qui ne voulait nous concéder que 6000 ha, nous en avons obtenu 11 000. Nous avons signé parce que nous étions sous la menace des canons et nous ne pouvions pas mettre en danger la vie de nos compagnons. Malgré tout, la lutte n'a pas été seulement pour cette quantité de terres mais pour toute la terre assignée à la réforme agraire¹⁴. »

Par ailleurs, les accords prévoient la réalisation d'une étude pour vérifier si les terres aux mains des trois grands producteurs de palme Miguel Facussé Barjum, René Morales et Reynaldo Canales, n'excèdent pas les limites fixées par l'INA. Au cas où les terres cultivées ne seraient pas régulièrement inscrites à leur nom, celles-ci seraient transférées automatiquement aux coopératives. De la même façon, une commission technique et juridique bipartite sera chargée de déterminer quelles terres attribuer aux familles paysannes.

Enfin l'acte du 13 avril exclut la proposition gouvernementale selon laquelle les familles paysannes seraient obligées de vendre leur production (dans le cadre d'un contrat de co-investissement) aux entreprises extractrices et transformatrices d'huile de palme, lesquelles rappelons le, appartiennent précisément aux propriétaires susmentionnés.

La ratification des accords le 17 avril donne lieu à une importante manifestation de soutien dans la capitale Tegucigalpa au cours de laquelle est exigé le retrait de l'armée, la libération des détenus et l'arrêt des nombreux procès en cours contre des membres des coopératives paysannes.

¹² Au Honduras, la totalité des médias commerciaux sont liés à des intérêts politiques et économiques puissants. À l'exception de *Diario El Tiempo*, tous les grands médias ont soutenu activement le coup d'État.

¹³ Il s'agit de pré-accords qui doivent être ratifiés le 17 avril après consultation des bases du MUCA.

¹⁴ German Reyes, « incumplimiento del gobierno caldea los animos en el Aguán », *Revistazo* (revue en ligne), 18 novembre 2010. http://www.revistazo.biz/cms/index.php?option=com_content&view=article&id=1572:incumplimiento-del-gobierno-caldea-los-animos-en-el-aguan-&catid=19:proyectos&Itemid=26.

Mais l'apaisement qu'on aurait pu attendre à partir de la signature des accords, loin de se produire donne lieu à un regain de tension dans la zone de l'Aguán. En effet, le magnat de la palme Miguel Facussé, donne immédiatement la mesure du peu de cas qu'il fait des dispositions légales et fait savoir qu'il fera appel des décisions prises auprès des tribunaux (si celles-ci lui sont défavorables, bien entendu).

Allant au devant de ses désirs, le 20 avril l'étau se resserre autour de la communauté Guadalupe Carney qui se retrouve complètement encerclée par plus d'une centaine d'effectifs des commandos *Cobras* et de l'armée, sous prétexte de procéder à l'arrestation de membres du MUCA. Par ailleurs le syndicat des travailleurs de l'INA (SITRAINA) de la région, dénonce des menaces et des intimidations contre ses membres. Le bras de fer engagé entre le MUCA et Miguel Facussé s'étend à l'INA, le propriétaire ayant fait savoir le 23 avril qu'il refuse de négocier ne serait-ce qu'un hectare de terres. Au même moment, le MUCA informe de l'invasion imminente de la communauté Guadalupe Carney par l'armée.

Quelques jours plus tard, (le 28 avril) la radio communautaire Zacate Grande (une communauté située dans le golfe de Fonseca, région pacifique, à 150 km de la capitale) est attaquée et détruite par des hommes armés à la solde de Miguel Facussé. La radio en effet, fonctionne sur des terres récupérées, également réclamées comme siennes par le magnat de la palme. Ici aussi la tension est permanente en raison des attaques répétées des groupes armés à la solde de Miguel Facussé. Malgré les menaces, le harcèlement et l'encercllement, la radio sera remise en marche fin juin.

Le 12 mai, les gardes armés de Miguel Facussé (accompagnés d'effectifs de l'armée et de la police envahissent la coopérative *El Despertar* dans l'intention d'expulser les habitants. Il s'agit ici aussi, d'un cas d'achat illégal par le propriétaire de terres assignées à la réforme agraire. Parallèlement aux démonstrations de force massives, nombre de membres du MUCA ont dénoncé des pratiques de harcèlement et d'intimidation (véhicules stationnés devant chez eux, menaces de mort, « invitations » à quitter la région sous peine d'être emprisonnés... etc...).

Le 21 juin, une opération conjointe de membres des bataillons *Cobras* et des vigiles de l'entreprise de sécurité Orión (recrutée par Miguel Facussé) dans le but d'arrêter deux membres de la coopérative *La Aurora* provoque la mort d'un jeune de 17 ans. (L'autopsie a révélé douze impacts de balles provenant d'armes de gros calibre). Le communiqué du MUCA souligne que la *finca La Aurora* avait été assignée à la coopérative par l'INA.

Le 30 juillet, les familles de quatre coopératives affiliées au MARCA¹⁵ (une organisation qui n'a pas adhéré aux accords passés en avril 2010 avec le gouvernement) dénoncent le risque d'expulsion imminent, dont elles font l'objet de la part d'hommes armés au service de l'entreprise AGROPALMA (propriété de René Morales Carazo), secondés par les forces de police. Un membre de la coopérative est porté disparu, plusieurs autres, craignant d'être arrêtés, se sont réfugiés dans les montagnes avoisinantes. Deux jours auparavant, un des avocats du MUCA et deux paysans qui l'accompagnaient (pour assurer sa protection) avaient été arrêtés dans la ville de Colón et accusés de port d'arme illégal. L'avocat sera libéré deux jours plus tard mais un de ses accompagnateurs maintenu en détention. Deux jours plus tard (le 2 août) deux jeunes paysans du MUCA étaient détenus également sous les mêmes accusations. Le 7 août, c'était le tour d'un dirigeant du MUCA (et par ailleurs membre du FNRP).

Le 17 août, trois membres du MUCA sont assassinés (dont un jeune de 14 ans). Quelques jours plus tard, un affrontement a lieu à Zacate Grande entre les occupants des terres

¹⁵ Movimiento Autentico Reivindicador Campesino del Aguán

récupérées et les habitants de villages voisins à qui Miguel Facussé a remis « des titres de propriété » et fait miroiter qu'il financerait la construction d'un collège pour leurs enfants.

Manœuvres de séduction du capital de la palme en direction de la presse et de certaines organisations environnementales.

En Juin 2010, le licenciement de 500 employés de Miguel Facussé est annoncé. Par le biais d'encarts payés dans la presse, des dirigeants de la *Corporación* Dinant, présidée par Facussé attribuent la responsabilité de la crise qui secoue la région aux occupations de terres réalisées par le MUCA. En arrière plan, ce sont les accords négociés en avril qui sont montrés du doigt comme facteur de déstabilisation de la région.

À la même époque, le MUCA révèle que Miguel Facussé a entrepris des démarches pour se faire indemniser par l'État pour 3000 ha de terres inondables (et donc abandonnées).

En mai, le quotidien La Prensa¹⁶ avait publié une entrevue de Facussé dans laquelle il affirmait que « le problème de l'Aguán détruirait l'économie » laissant ainsi entendre que le « climat d'insurrection » dans la région faisait fuir les investisseurs étrangers. De son côté, l'organisation garifuna OFRAHEH (Organización fraternidad Negra Hondureña) relayée par l'ONG FIAN dénonçait que l'article était accompagné d'une vidéo montrant la signature d'une convention entre le groupe Dinant et l'organisation environnementale WWF (qui arbore comme sigle le si sympathique petit Panda) pour la certification RSPO¹⁷ de l'entreprise¹⁸. L'article s'étonne de cette alliance alors même que « la région de l'Aguán connaît un conflit de grande envergure et qu'il est de plus de notoriété publique que les produits toxiques utilisés pour la culture de la palme ont un effet extrêmement nocif sur l'écosystème de la région (notamment les récifs) ».

En juillet 2010, les paysans du MUCA avaient été réinstallés dans 6 *fincas*. Toutefois à l'expiration du délai fixé pour l'attribution des terres restantes ainsi que pour la publication de l'étude juridique et technique, le MUCA faisait savoir qu'une partie des terres attribuée n'étaient pas cultivées (ni cultivables) et attirait l'attention sur le prix à l'hectare exigé par Facussé pour l'indemnisation des terres qu'il occupe illégalement (rachat à charge du MUCA).

On aurait pu croire que l'indignation suscitée par l'attaque du 15 novembre et les cinq assassinats qui en ont résulté, inciterait les autorités honduriennes à prendre des mesures et même dans un élan d'optimisme on aurait souhaité que les institutions internationales – en d'autres occasions si promptes à réclamer des sanctions en cas d'atteintes aux droits humains – haussent le ton et réclament la fin de l'impunité pour les commanditaires avérés des massacres de paysans. Il n'en a rien été. Pis, à travers une lettre adressée au président de la Banque mondiale¹⁹ Robert Zoellick, l'ONG canadienne « 'Right in Action' a accusé

¹⁶ 27 mai 2010: <http://www.laprensa.hn/layout/set/print/content/view/print/414677>

¹⁷ Round Table on sustainable Palm Oil. Dans ses directives de 2006, on peut lire : La production durable d'huile de palme fait intervenir des pratiques de gestion et d'exploitation légales, viables sur le plan économique, respectueuses de l'environnement et **benéfiques socialement**. (C'est nous qui soulignons).

<http://www.rspo.org/files/pdf/CWG/RSPO%20Criteria%20Final%20Guidance%20with%20NI%20Document%20%28French%29.pdf>

On peut également consulter les termes de l'accord avec le WWF sur le site du groupe DINANT:

<http://www.dinant.com/noticias.php?>

[noti_id=85&start=0&categoria_id=&prede_id=0&arcyear=&arcmonth=utoqymhnhiznbj](http://www.dinant.com/noticias.php?noti_id=85&start=0&categoria_id=&prede_id=0&arcyear=&arcmonth=utoqymhnhiznbj)

¹⁸ Détail piquant, en 2008, le groupe DINANT que préside Miguel Facussé a reçu des mains de la Fundación Hondureña de Responsabilidad Social Empresarial -FUNDAHRSE- le label « d'entreprise socialement responsable » pour le respect des normes environnementales, la promotion du développement intégral et les bonnes relations avec les communautés avoisinantes !

¹⁹(8) « [Letter to the World Bank](#) », Rights Action, 17 novembre 2010.

l'institution financière d'être co-responsable de l'assassinat des paysans se basant sur le fait que le 5 novembre 2009, la *Corporación* Dinant a reçu de la Corporation Financière Internationale (IFC), chargée de l'attention au secteur privé au sein de la Banque mondiale, le prêt n°27.250 à hauteur de 30 millions de dollars.

Les magnats de la palme, un État dans l'État

En Amérique centrale, et au Honduras en particulier, on garde encore en mémoire les pratiques des compagnies bananières qui dans les années 1950, faisaient régner leur propre loi sur les vastes territoires qu'elles occupaient. Miguel Facussé et les autres grands propriétaires perpétuent cette tradition. C'est ainsi que la presse a complaisamment relayé les déclarations de Miguel Facussé accusant le directeur de l'INA d'être un criminel et réclamant sa destitution. *Ipsa facto*, l'intervention des forces de l'ordre n'a pas consisté à rechercher, désarmer et arrêter les responsables matériels (à défaut des responsables intellectuels) de l'agression du 15 novembre contre les paysans mais à occuper militairement le siège régional de l'Institut National Agraire, dans lequel sont entreposés tous les dossiers concernant la régularisation des terres au nom du MCA. Les travailleurs de l'INA ont été expulsés des lieux et les cadres locaux promptement remplacés par une commission d'intervention venue de la capitale.

Les rumeurs régulièrement relayées par la presse, faisant état de l'existence de groupes armés au sein du MCA ont repris après le massacre du 15 novembre... certains croyant même savoir que les bases d'entraînement de la *guérilla* se trouveraient au Nicaragua²⁰... Ironie du sort, si l'on se remémore que les terres du CREM originalement occupées par le MCA, avaient, elles, bel et bien servi de base pour les troupes de la *Contra* dont l'objectif était précisément d'agresser le Nicaragua voisin...

Pour sa part, le MCA a dénoncé à plusieurs reprises, le « recyclage » de paramilitaires « colombiens » dans les rangs des milices privées de Miguel Facussé. Hasard du calendrier, le 21 novembre, l'ex-président colombien Alvaro Uribe s'est rendu au Honduras...et s'est réuni avec le gouvernement au complet et avec une délégation fournie du Conseil de l'entreprise privée (COHEP). Selon le quotidien *La Prensa*²¹, des accords de coopération en matière de sécurité ont été signés qui prévoient l'assistance de fonctionnaires colombiens dans la création d'unités de contre-espionnage, de lutte contre le narcotrafic, le terrorisme, les enlèvements, la traite de personnes, etc...

Par ailleurs, au détour d'une ligne, on apprend que le thème de l'agriculture a également été abordé. Alvaro Uribe s'était déjà rendu au Honduras en 2008 et 2009, date à laquelle, il avait, en compagnie de son homologue d'alors Manuel Zelaya, inauguré une usine donnée par la Colombie, pour le raffinement de l'huile de palme.

Le 6 décembre les paysans ont repris les blocages de route pour exiger, entre autres, que justice soit faite. Le 7 décembre, un communiqué du MUCA avertit que la communauté Guadalupe Carney est de nouveau encerclée par l'armée.

Paris, décembre 2010.

*Hélène Roux

²⁰(9) « [Hondureños estarían entrenándose en Nicaragua para desestabilizar orden legal y democracia](#) », *Proceso*, 24 novembre 2010.

²¹ <http://www.laprensa.hn/Pa%C3%ADs/Ediciones/2010/01/30/Noticias/Lobo-y-Uribe-firman-acuerdo-de-cooperacion>

Une version plus courte et modifiée de ce texte a été publiée à la fin décembre sur le site du *Monde Diplomatique*²²

Ce texte se base en grande partie sur des informations collectées depuis plusieurs années à partir des sources suivantes (liste non exhaustive) :

Communiqués du MCA et du MUCA.

Communiqués du COFADEH et du site « defensores en linea ».

Articles de Giorgio Trucchi (site de l'IUTA) : <http://www.rel-uita.org/index.htm>

Communiqués de la communauté de Zacate Grande

Liste de diffusion de la Société Civile hondurienne.

FIAN international

Revistazo (revue en ligne)

Site du MCA : www.movimientocampesinodelaguan.blogspot.com

Blogs : Voz el soberano, los Necios, page du FNRP...

Sur le profil de Miguel Facussé : <http://www.zacategrande.eu/facusse.shtml>

Et en général la presse commerciale hondurienne.

Ouvrages :

Miguel Alonzo Macias (sj), *la capital de la contrarreforma agraria: el Bajo Aguán de Honduras*, Editorial Guaymuras, Tegucigalpa, 2001.

²²<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-12-28-Au-Honduras-les-uns-comptent-leurs>